



VILLE DE PAIMPOL (22)

RAPPORT N° 2018 000026

**OBJET : EMPLOIS DES
CAMERAS INDIVIDUELLES****DESTINATAIRES**

- Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor
- Monsieur le Maire
- Monsieur le Conseiller délégué en charge de la Sécurité
- Archives de la Police Municipale

REPUBLIQUE FRANCAISE**RAPPORT D'INFORMATION**

L'an deux mil dix huit, le dix huit du mois de mai,

Nous soussigné(s),

Chef de service principal de 1^o classe HERVE Cédric

Vu l'article 21-2, 537 et D15 du Code de Procédure Pénale et R511-1 du Code de la Sécurité Intérieure, en uniforme et revêtu(s) des insignes de notre fonction, en exécution des ordres reçus, sommes intervenus et avons constaté ce qui suit :

Conformément à l'article 10 du Décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016, j'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants:

Le 09 octobre 2017, monsieur le Maire de Paimpol effectuait une demande pour doter de deux caméras individuelles la police municipale. Cette dotation visait à atteindre les objectifs suivants :

- Mettre en place un outil de dissuasion de nature à freiner les comportements déviants des administrés et apaiser les situations a priori conflictuelles.
- Assurer à la population un service public de qualité. En effet, l'administré se saura filmer lors de l'échange avec le policier municipal, mais la réciproque est vraie. Cet outil contraint donc l'agent municipal à être irréprochable dans sa manière de s'adresser au public. De plus, le visionnage de certaines interventions sera l'occasion de réaliser des débriefings et améliorer les réactions des agents.
- Permettre à l'autorité municipale, à la hiérarchie opérationnelle et judiciaire de disposer d'un outil de vérité. En effet, en cas de plaintes à l'encontre d'un agent, la possibilité de visionner la totalité des échanges en cause permettront d'établir sans ambiguïté la réalité des faits et de réagir en conséquence.

Par arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2017, le Préfet des Cotes d'Armor a autorisé l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Paimpol après autorisation de la CNIL.

Avant la mise en oeuvre du dispositif, une note de service interne N°2017-02 a été établie pour rappeler le cadre réglementaire, déterminer les personnels habilités et les modalités d'accès aux données. Ont également été précisées les modalités pratiques d'utilisation à savoir :

- L'installation d'un support informatique sécurisé sur le poste du Chef de la police municipale,
- La mise à disposition des personnels habilités d'un registre de gestion des enregistrements conforme à l'article 8 du décret n°2016-1861 ,à renseigner obligatoirement en cas de transfert des données.
- La durée de conservation des données.

Dans la pratique, les quatre agents de police municipale du service ont reçu les consignes suivantes:

- Au départ du poste, au moins un agent composant l'équipage est obligatoirement porteur d'une caméra.
- Les caméras sont portées de façon apparentes et les personnes filmées sont informées du déclenchement de l'enregistrement.
- Tout déclenchement du système doit faire l'objet d'un compte rendu oral immédiat au chef de poste du jour et doit être mentionné dans les éventuels

écrits professionnels (extrait de main-courantes, rapports, procès-verbaux) résultant de l'intervention filmée.

- Lorsque les agents ont procédé à l'enregistrement d'une intervention dans les conditions prévues à l'article L214-1 du CSI, les données enregistrées sont transférées sur le support informatique sécurisé dès leur retour de service.

- L'opération de transfert est réalisée par les personnels habilités par le Chef de la police.

Enfin, une large information a été réalisée auprès de la population par voie de presse, par l'intermédiaire du bulletin municipal et par affichage permanent en mairie d'une information au public relative aux modalités d'accès aux usagers.

Dans les faits, le dispositif a permis d'atteindre l'ensemble des objectifs prédéterminés, a été très apprécié par les agents du service ainsi que par le Maire de Paimpol et son élu délégué à la Sécurité. Sur ce point, Monsieur le Maire de Paimpol a officiellement fait part de sa satisfaction auprès de Monsieur le Sous-Préfet de Guingamp à l'occasion de la séance plénière du CLSPDR en date du 15 mars 2018. (Extrait procès verbal joint). Du point de vue de la population, les retours ont globalement été très positifs.

Pour ce qui concerne le traitement des données, cinq extractions de fichiers ont été réalisées dans les circonstances suivantes:

-Procédure d'outrage à agent, sur demande de l'OPJ TC (Rapport N°2017-86)

-Procédure d'outrage à agent, sur demande du Maire de Paimpol (Rapport N°2017-86)

-Hospitalisation d'office, sur demande OPJ TC (MC N°2017-1271)

-Intervention suite à un différend de voisinage, sur demande OPJ TC (MC N°2018-14)

-Intervention nocturne visant à garantir la tranquillité publique sur des groupes d'individus alcoolisés à la sortie des établissements de nuit, sur demande OPJ TC (Rapport N°2018-25).

Après consultations de Monsieur le Maire de Paimpol et de son Elu délégué à la Sécurité pour permettre la rédaction du présent rapport, l'autorité municipale estime que l'emploi de ce matériel a eu un impact positif sur le déroulement des missions et souhaiterait la pérennisation de l'usage des caméras individuelles pour les agents de police municipale.

Fait à Paimpol le 18 mai 2018 pour valoir et servir à ce que de droit.

Signature du rapport N°2018 000026

Le(s) Agent(s) :



Pièces Jointes :

Lettre circulaire du Préfet des Côtes d'Armor en date du 17 mai 2018

RÉUNION PLÉNIÈRE DU CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ

ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA RADICALISATION

Jeudi 15 mars 2018 à 14h30 - Salle Mauffray - Maison des Plaisanciers

Monsieur de CHAISEMARTIN, Maire de Paimpol, ouvre la séance et remercie les participants de leur présence. Il souligne une assemblée importante et indique qu'il a reçu des compliments sur les résultats concrets obtenus depuis la mise en place des actions du CLSPDR.

Monsieur de CHAISEMARTIN annonce qu'un bilan synthétique de l'année 2017 va être présenté, suivi par un débat sur les attentes et enjeux de l'année 2018. Il propose un tour de table pour une présentation des participants, puis passe la parole au Capitaine Eloi PIERCHON.

Le Capitaine PIERCHON dresse le bilan chiffré de l'année 2017. Il informe de la stabilité de la délinquance de manière générale (728 crimes et délits contre 730 en 2016). Il précise que dans cette délinquance, il est à noter une augmentation de la violence envers les personnes, une stabilité des atteintes aux biens et une augmentation des cambriolages (62 en 2016 et 71 en 2017). En ce qui concerne la sécurité routière, l'année 2017 a été marquée par deux accidents mortels (stabilité par rapport à 2016) et une augmentation de 5 blessés par rapport à 2016. Concernant les infractions routières, il explique que les gendarmes mettent la priorité des contrôles sur les infractions de mise en danger (alcool, téléphone, stupéfiant, vitesse, ceinture, règle de priorité, etc.).

Le Capitaine PIERCHON informe de la mise en place d'un chantier « Police Sécurité du Quotidien » (directive nationale) dont l'objectif est le rapprochement des gendarmes vers la population. Pour ce faire, des Smartphones sont mis à leur disposition pour la consultation des fichiers nationaux et la numérisation des PV. Ce gain de temps permet aux gendarmes d'aller au contact de la population et ainsi, d'obtenir de meilleurs résultats dans leurs enquêtes.

Monsieur de CHAISEMARTIN demande au Capitaine PIERCHON des informations supplémentaires sur la mise en place de patrouilles pédestres mixtes gendarmerie/police municipale. Le Capitaine PIERCHON exprime un bilan positif du partenariat gendarmerie/police municipale qui permet un rapprochement avec la population. D'autre part, il souligne que la police municipale apporte beaucoup d'informations aux gendarmes, ils sont complémentaires. Il précise que même si l'autorité compétente est différente, une partie de leurs missions se rapprochent.

Monsieur le Maire félicite la police municipale pour l'acquisition de caméras embarquées. Ces équipements ont un effet de dissuasion.

Monsieur Bertrand LECLERC, Procureur de la République, salue l'efficacité et la régularité du CLSPDR. Il précise que la ville de Paimpol n'est pas dans une situation préoccupante, toutefois elle implique de la vigilance. Puis, il questionne sur le futur fonctionnement avec GP3A (Guingamp Paimpol Argoat Armor Agglomération). Quel sera le devenir du CISPDR de GUINGAMP et du CLSPDR de PAIMPOL ? Sont-ils absorbés dans GP3A ? Conservent-ils leur autonomie locale au regard de l'identité particulière de chaque territoire ? Continueront-ils à se réunir en complément des réunions de GP3A appelées à drainer alors un nombre accru de participants ? Comment s'exercera la gouvernance de GP3A dans ce nouveau cadre territorial particulièrement vaste ?

Madame Lise BOUILLOT, vice-présidente de GP3A remercie Monsieur le Maire pour l'invitation à cette réunion. Elle rappelle qu'à ce jour, GP3A est en cours de construction. Elle indique qu'il existe actuellement un CISPDR à Guingamp et que la ville de Paimpol a fait connaître son souhait de rester indépendant la première année de fonctionnement de l'agglo. Suite à cette demande, elle a pris conseil auprès du Préfet qui a accordé une souplesse dans la mise en place de la future organisation.

Monsieur de CHAISEMARTIN confirme l'envie de la ville de Paimpol de maintenir une dynamique locale.

Madame BOUILLOT explique que cette question arrive un peu tôt. Elle précise que l'ambition d'avoir une seule gouvernance lui paraît évidente, mais l'organisation des instances reste à déterminer. Elle rappelle que la ville de Paimpol et la ville de Guingamp n'ont pas les mêmes besoins et problématiques. Elle indique ne pas avoir de mandat de Monsieur LE MEAUX, Président de la GP3A, pour répondre à la question de fusion des compétences à ce jour.

Monsieur le Maire ajoute qu'à terme, s'il n'y a qu'une seule gouvernance, le CISPDR deviendrait un service commun, comme le sont actuellement le service des ressources humaines et le service des finances. De ce fait, il serait tout à fait possible d'avoir deux instances, une à Paimpol, et une à Guingamp.

Monsieur Frédéric LAVIGNE, Sous-préfet de Guingamp, demande à ce que l'on respecte une certaine souplesse, un brin de simplicité et de laisser du temps à la mise en place de cette nouvelle organisation. Il rappelle que c'est une question politique.

Monsieur le Sous-préfet souligne que la prévention de la délinquance nécessite de la proximité, d'être sur le terrain. Il rappelle que Guingamp n'est pas Paimpol, et Paimpol n'est pas Guingamp. Il demande également à ce que les actions menées par le CLSPDR de Paimpol, ne soient pas remises en cause si cette compétence est reprise par GP3A. Il ajoute l'importance de la visibilité auprès des populations, que ce soit les familles, les artisans et commerçants. Il précise qu'il reste disponible pour les questions à venir sur la mise en place de cette nouvelle organisation.

Monsieur de CHAISEMARTIN remercie Monsieur le Sous-préfet pour son soutien et passe la parole à Monsieur Serge CHALONY, directeur du Pôle d'Animations Socioculturelles Le ChatÔ et Coordonnateur du CLSPDR.

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture

Saint-Brieuc, le 17 mai 2018

Cabinet du Préfet

Pôle sécurité et ordre public

Affaire suivie par :
Gaëlle GRANDROQUES
Tél : 02.96.62.43.22
Fax : 02.96.62.44.74
gaelle.grandroques@cotes-
darmor.gouv.fr

Le Préfet des Côtes d'Armor

à

Madame et Messieurs les Maires
22023 SAINT-BRIEUC Cedex 1
22960 PLÉDRAN
22606 LOUDÉAC Cedex
22402 LAMBALLE Cedex
22502 PAIMPOL CEDEX
22700 PERROS-GUIREC

URGENT

OBJET : Fin de l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les agents de police municipale

REF : Article 114 de la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale
Article L241-1 du code de la sécurité intérieure
Décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016

Comme annoncé dans ma circulaire du 8 mars 2017, l'expérimentation relative à l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale **arrive à son terme le 3 juin 2018,**

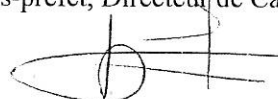
À compter de cette date, les agents de police municipale ne sont donc plus autorisés à utiliser les caméras individuelles.

Par ailleurs, conformément à l'article 10 du décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016, l'ensemble des maires concernés, doit établir un rapport sur l'emploi des caméras individuelles des agents de polices municipales. Ce rapport doit comprendre une évaluation de l'impact de l'emploi des caméras individuelles sur le déroulement des interventions et le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant de caméras individuelles.

Vous voudrez bien me faire parvenir ce rapport **avant le 25 mai 2018.**

Mes services restent à votre disposition pour toute demande de renseignement complémentaire.

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet



Franck LEON